Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

280 | Juillet-Décembre

Risques et ressources dans les Suds

Entretien avec Géraud Magrin et Christine Raimond

La sécurisation des activités et des ressources autour du Lac Tchad dans le contexte Boko Haram

Émilie Lavie

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/com/10833>

DOI : 10.4000/com.10833

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2019

Pagination : 641-653

ISBN : 979-10-300-0578-3

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Émilie Lavie, « Entretien avec Géraud Magrin et Christine Raimond », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 280 | Juillet-Décembre, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 06 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/com/10833> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.10833>

Entretien avec Géraud Magrin et Christine Raimond

La sécurisation des activités et des ressources autour du Lac Tchad dans le contexte Boko Haram

Par Emilie Lavie

Géraud Magrin et Christine Raimond sont respectivement Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Directrice de recherche au CNRS. Tou.te les deux sont rattaché.e à l'UMR PRODIG. Le lac Tchad rappellera sûrement des souvenirs aux étudiant.e.s bordelais.es qui ont suivi les cours de Christian Bouquet, appuyés sur sa thèse (Bouquet, 1990). Le projet de recherche de Géraud Magrin et Christine Raimond a porté sur l'interdépendance entre les ressources et les activités dans un double contexte : celui des changements globaux et celui de la crise sécuritaire liée à la présence de Boko Haram.

EL : À la lecture de vos publications, il me semble que vos travaux ont d'abord porté sur le discours dominant de la disparition du lac Tchad, avec une analyse hydropolitique des intérêts, pour certains acteurs nationaux comme internationaux, à promouvoir le mythe de sa disparition.

GM : Suite à la 7^e assemblée générale du Réseau International des Organismes de Bassin en 2007, où le lac Tchad a été présenté comme un exemple de l'impact du changement climatique, on m'a demandé d'écrire un article pour la revue *Mouvements* à ce propos. Ça faisait un moment que je ne travaillais plus directement sur le lac Tchad, mais ça m'a amusé de me remettre dans mes notes et j'ai redécouvert des travaux, notamment de Jacques Lemoalle, qui tenait tout un argumentaire pour expliquer que le lac n'était pas en train de disparaître. J'ai intitulé cet article « Le Lac Tchad n'est pas la mer d'Aral » (Magrin, 2007). Suite à cela, en 2010, on a été invité au *Forum mondial du Développement Durable* à N'Djamena, grand événement organisé par le *think thank Passage*. Ce Forum a été soutenu par la France, qui voyait d'un bon œil l'idée d'organiser

une conférence afin d'amener les autorités tchadiennes à considérer autrement le lac Tchad que sous l'angle du transfert des eaux depuis le bassin de fleuve Congo, qui était déjà une forte tentation. L'idée des organisateurs du Forum était d'inviter un public très hétérogène afin que ceux qui avaient des opinions, même contrastées, sur le lac Tchad, puissent s'exprimer. Il y a eu beaucoup de monde (4 000 participants) : des scientifiques, des bureaux d'études, des ONG, des gens sérieux et moins sérieux, des chefs d'États (dont Khadafi). Se sont donc exprimés à la fois des scientifiques et des politiques.

C'est dans le cadre de ce *Forum mondial du Développement Durable* qu'a émergée l'idée de réaliser une « expertise collégiale », commandée par la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT). L'expertise collégiale est un outil de l'IRD qui permet de rassembler la connaissance scientifique disponible sur un sujet non consensuel à partir de la mise en place d'un collège scientifique. Celui-ci établit l'état des controverses et l'état des connaissances dans différents domaines. Ce collège fut constitué sur la base d'un équilibre nord-sud, avec des chercheurs français et des chercheurs des quatre pays riverains du lac Tchad (Cameroun, Niger, Nigeria, Tchad). Notre réflexion sur le lac Tchad s'est vraiment lancée à partir de ce travail d'expertise collégiale. Nous étions dans l'idée qu'il fallait proposer un argumentaire pédagogique, clair, accessible aux politiques, de manière à montrer que le lac n'était pas dans la situation catastrophique qui était mise en avant dans certains discours institutionnels ou politiques. Ce discours est d'ailleurs clairement celui des pays riverains du lac, mais aussi d'institutions comme la FAO ou la Banque africaine de développement (BAD).

CR : La demande était une clarification. Ce n'était pas un programme de recherche mais une expertise. Nous avons essayé de rassembler les chercheurs qui pouvaient avoir accès à des informations. Nous ne cherchions pas de la création de données directes, mais plutôt de la synthèse de résultats, basée sur de la connaissance existante. On ne peut dès lors pas être soupçonnés de créer de la donnée susceptible de répondre à un point de vue développé en amont. L'objectif de l'expertise était de faire le point.

GM : Avec un double rendu (Lemoalle & Magrin, 2014). D'abord, une synthèse publiée sous forme d'un livre en français et en anglais d'une centaine de pages, dont l'objectif était d'être accessible à des hommes politiques ou à des hauts fonctionnaires, en évitant par exemple le jargon scientifique ou technique. On doit être très accessible pour faire passer un message fort. Il y avait aussi un produit encore plus court réalisé par l'IRD, un dépliant illustré de 4 pages destiné aux décideurs politiques, avec les messages essentiels. Sous format électronique, il y a eu en plus un document dans lequel peut-être les chercheurs se sont fait davantage plaisir, où on n'était pas limité sur

le format : il compte 20 chapitres thématiques qui abordent aussi bien les questions environnementales que celles de développement et de peuplement. Ce document de 620 pages sert principalement aux chercheurs...

CR : ... et est vraiment le produit du travail qui a été fait.

EL : Et c'est là que la crise de Boko Haram vous est en quelque sorte « tombée dessus », pendant la rédaction de cette synthèse.

CR : Oui. Il y a d'ailleurs eu une attention importante qui a été faite à dater, à contextualiser finement l'ensemble des analyses. De toute façon quand on travaille sur le lac Tchad, il y a nécessité de dater en fonction des variabilités du niveau. Mais là, il a fallu en plus dater par rapport aux événements politiques, parce qu'on a un système qui change complètement avec cette nouvelle donnée sécuritaire.

GM : Il y a un avant et un après Boko Haram qui est très net. On a d'ailleurs structuré notre dernière synthèse à destination de l'AFD en fonction de la crise Boko Haram (Magrin & Pérouse de Montclos, 2018).

EL : Comment avez-vous pu obtenir des données et publier sur la situation actuelle avec Boko Haram dans la région ?

CR : Il y a eu quatre missions de terrain assez courtes d'une dizaine de jours, organisées en partie dans les capitales, ou sous escorte près du lac quand on a pu s'en approcher.

GM : On ne peut plus vraiment faire du terrain nous-mêmes comme par le passé, ou alors du terrain institutionnel dans les capitales. On peut le voir positivement : ça peut inciter à travailler en réseau, en relais avec les collègues locaux. Mais c'est compliqué, même pour eux ; quand il y a de l'insécurité, elle est pour tout le monde. On ne peut plus envoyer d'étudiants de master. On s'est donc surtout appuyé sur des sources secondaires sur Boko Haram : les rapports des ONG, des chercheurs et consultants en lien avec la crise géopolitique et humanitaire. On a fait aussi deux ateliers pour discuter avec nos collègues africains des quatre pays afin de voir les différences nationales ou locales de situations, de valider (ou non) les hypothèses que nous avions en fonction de notre connaissance de ces espaces avant la crise.

EL : Au final, quel est votre ressenti sur la procédure et les résultats de l'expertise collégiale ?

CR : Il y a eu deux temps. Sur le temps de l'expertise, je crois qu'on a été assez libre. On s'était fixé un objectif de clarifier une situation floue, en délimitant des thématiques, en se répartissant le travail. Il y a bien sûr eu cet objectif

de synthèse courte à destination des politiques et décideurs, mais on a quand même eu cette possibilité, importante pour nous chercheurs, d'expliquer les choses dans un texte plus long (Lemoalle & Magrin, 2014). Moi en tant que chercheuse et non coordinatrice, je n'ai senti aucune limite et aucune contrainte. En revanche, une fois la synthèse rédigée et diffusée, l'interprétation et la possibilité de discuter dessus a été beaucoup plus contrainte. Il y a notamment eu une présentation à la COP 21 où on s'est rendu compte qu'il y a eu des interprétations contradictoires, que notre message n'était pas du tout compatible avec les discours politiques qui étaient faits derrière (voir une analyse à ce sujet dans Magrin, 2016), ce qui moi me surprend toujours autant. Par exemple, je rentre de N'Djamena (avril 2019) et on en est toujours au même point : les explications, justifications, les preuves qu'apportent les scientifiques, ne correspondent pas à la vision et à la politique que l'on veut mener sur cet espace-là, et ça reste compliqué à défendre. C'est très surprenant qu'on puisse autant contraindre un message scientifique qui pourrait être optimiste dans un contexte pessimiste, c'est même assez inquiétant.

GM : Je suis d'accord avec Christine. Sur la phase de l'expertise elle-même, on a essayé de travailler sur l'identification des controverses et les idées reçues, dont un certain nombre de points qui méritaient d'être éclaircis (erreurs d'interprétation et d'analyse, approximations). Il n'y avait pas que la question de la disparition du lac, il y avait aussi celle des populations qui vivaient du lac Tchad, de l'état des systèmes agricoles, de la productivité. Il y avait un certain nombre de messages importants, et je pense qu'on a réussi très librement à les diffuser. Au sein du collège de scientifiques, on n'était pas tous d'accord entre nous : la majorité des membres du collège était en phase, mais il y eut quelques résistances sur les messages qui étaient le plus en opposition avec les discours politiques. Un collègue notamment, ne voulait sans doute pas être en porte-à-faux avec le message dominant des autorités de son pays sur la disparition du lac.

CR : Il n'y a pas de réticence au niveau du constat des variations du niveau d'eau, on est tous d'accord là-dessus, c'est sur le futur qu'il y a le plus de réticences. Les variations d'échelle temporelle dans le cadre des changements climatiques sont très pratiques, car on peut très bien dire *« vous montrez que sur le dernier siècle finalement les variations sont différentes, mais comme le changement climatique accélère les choses et que la contrainte climatique est de plus en plus grande, on ne sait pas ce que ça veut dire pour l'après... donc il faut rajouter de l'eau dans le lac »*.

GM : Un des messages qu'on a voulu faire passer et qui nous semblait un peu nouveau, c'était de mettre en avant que le lac Tchad n'était pas simplement un espace de crise environnementale, de pauvreté, de misère, mais que c'était

un espace qui avait un potentiel important : potentiel naturel et du fait du peuplement et du savoir-faire des populations, avec un système économique basé sur la variation du niveau de l'eau. C'était un discours peu répandu et qui nous paraissait porteur en termes de développement. Pour nous, ce dont les gens ont besoin, c'est du développement : route, appui aux agriculteurs, santé, énergie, éducation. Soit un développement au sens classique. On a beaucoup défendu cette idée dans un rapport d'expertise diffusé à la COP 21 (CBLT, 2015) : pour que les populations soient résilientes, il faut faire du développement plutôt que de faire venir à très grand frais de l'eau du bassin du Congo.

La CBLT était la commanditaire de l'expertise. Pendant notre travail, les cadres francophones de la CBLT étaient ouverts à la discussion et n'étaient pas choqués par ce qu'on disait, ils étaient même prêts à accepter la plupart de nos conclusions. En revanche, au niveau supérieur, celui du Secrétaire exécutif, nos résultats n'étaient pas acceptables, car ils le mettaient totalement en porte à faux avec le cœur de la mission qui lui avait été confiée par les chefs d'États : réaliser le transfert. Mais l'expertise n'a pas servi à rien : il y a dans ces résultats, et dans d'autres travaux ou expertises rédigées après (Magrin *et al.*, 2015 ; Magrin & Pérouse de Montclos, 2018), un certain nombre de messages qui se diffusent quand même, que l'on retrouve dans les documents des institutions (cartes, chiffres notamment). Ce qui est intéressant c'est que la conclusion qui en est tirée n'est souvent pas la même que celle qu'on retire de notre côté, c'est souvent la même que celle qui existait avant l'étude : « *il va disparaître et donc il a besoin d'eau* ».

Il est donc intéressant de voir comment un scientifique contribue au débat dans un tel contexte peu démocratique avec de grandes inégalités informationnelles : les chercheurs arrivent, produisent des discours, des analyses très cohérentes fondées sur la science. On voit que des morceaux de discours sont utilisés mais pas comme on le voudrait. Ça rend humble, mais ça montre aussi que faire de la recherche-expertise, ce n'est pas inutile.

EL : Est-ce que dans la synthèse, il y avait un objectif prospectif ?

GM : Le dernier chapitre du grand volume (Lemoalle & Magrin, 2014) que nous avons co-écrit avec Christine est prospectif. On a intégré un certain nombre de variables, parmi lesquelles le transfert des eaux depuis le bassin du Congo, variables qui nous ont permis de nous rendre compte que l'incertitude était immense.

CR : On parle de changements climatiques, mais il faut savoir que lorsque l'on a rédigé la synthèse en 2014, les modèles ne convergeaient pas du tout au niveau du Sahel. Tous les modèles affirmaient que la température allait augmenter ; mais sur les précipitations, certains assuraient qu'il y en aurait

beaucoup plus et d'autres beaucoup moins. Donc en termes de tendances évolutives à long terme pour le lac, on n'a pas pu trancher.

GM : Oui, en 2014, les modèles sur le Sahel étaient parmi les plus divergents. Aujourd'hui, les scientifiques s'accordent sur une pluviométrie stable ou en très légère hausse, mais comme il fera plus chaud, il y aura plus d'évaporation. Ce qui est intéressant, c'est que finalement, la principale variable d'évolution hydraulique du lac, ça ne sera pas le climat mais les prélèvements anthropiques sur le bassin amont. Ils peuvent à la fois être conditionnés par l'augmentation des populations, qui pourrait être très importante (multipliée par 2 à 2,5 d'ici à 2050), et par les choix qui sont faits en matière d'utilisation de l'eau. Or ces choix peuvent eux-mêmes dépendre des changements climatiques, comme par exemple un recours croissant à l'irrigation sur le bassin amont pour essayer de conjurer une baisse des rendements.

CR : Il faut bien comprendre qu'il y a beaucoup plus de monde en amont du bassin-versant que sur le bord du lac.

EL : Puisque vous avez travaillé à plusieurs échelles, du bassin du lac Tchad jusqu'aux populations riveraines du lac, que pouvez-vous dire des conflits d'intérêts, des relations ?

CR : Paradoxalement, il y a pour le moment assez peu de prélèvements (< 10 % des apports annuels au lac). Ces questions géopolitiques à l'échelle de l'ensemble du bassin ne sont pas majeures actuellement. Là où se posent les problèmes, c'est au Nigéria. Il s'agit d'un problème nigéro-nigérian qui n'a pas débordé sur les pays voisins, où on n'a pas de communautés d'utilisateurs qui s'opposent.

GM : Là où il y a beaucoup d'aménagements, c'est sur la Komadougou Yobé qui naît au Nigéria puis sert de frontière avec le Niger. Il y a un certain nombre de problèmes avec ces aménagements : barrages cassés, assèchements de zones humides, des problèmes de gestion en fait. Mais ça a assez peu d'influence sur le fonctionnement du lac Tchad car ce tributaire ne fournit que 5-7 % des apports au lac, donc le niveau du lac Tchad ne dépend que marginalement de ces aménagements.

EL : Dans l'ensemble de vos recherches, vos collaborateurs ou vous-mêmes, avez pu faire des enquêtes auprès des usagers du lac ? Comment ils vivent cette variabilité et comment ils voient les choses à terme ?

CR : Au moment où nous avons commencé l'expertise, il y avait plusieurs thèses engagées sur cette région-là, donc les étudiants avaient déjà fait une grande partie de leurs enquêtes, à partir de méthodologies classiques de

géographie au Tchad, au Cameroun et au Niger. Ils ont beaucoup contribué et apparaissent comme co-auteurs de l'expertise collégiale et de l'Atlas du lac Tchad. La dernière expertise, en contexte post-crise Boko Haram, a été plus compliquée : on a fait beaucoup d'enquêtes auprès des administratifs ou acteurs de l'aide. J'ai eu la chance d'aller au Niger au moment où se tenait un sommet international sur la paix qui avait rassemblé toutes les autorités locales du Niger et du Nigeria. J'ai pu y faire les enquêtes auprès des préfets, sous-préfets, chefs de cantons, chefs de campements des éleveurs transhumants, c'était donc des enquêtes directes. Au Niger, Mouhamadou Abdourahamani a pu faire des enquêtes sur le pastoralisme mais il a aussi complètement adapté son protocole. De fait, on n'arrive plus directement dans un village pour réaliser des entretiens de plusieurs heures. On passe aujourd'hui par des organisations qui ont des activités à y faire, par les marchés. Surtout, on passe des temps plus courts avec des protocoles plus légers.

EL : Et la CBLT, elle est au quotidien avec les populations riveraines ?

GM : C'est difficile à dire. Elle est impliquée dans des projets de développement, pas seulement autour du lac mais dans tout le bassin. C'est une institution lourde dont le lien avec le terrain est souvent difficile. Ça passe par des macro-projets. Il n'y a pas d'agents de la CBLT qui sont sur le terrain. Il faut avoir en tête que c'est un bassin de très grande dimension, de plus de 2 millions de km².

CR : Ils ont de petites antennes sur le terrain mais apparaissent surtout comme maîtres d'œuvre. Ils accueillent des projets et ce sont les projets qui déploient leurs agents sur le terrain.

GM : La CBLT a un conseil scientifique et un observatoire, qui rassemblent une petite équipe avec un SIG, une gestion de base de données, etc. Ça fonctionne plus ou moins bien en fonction des moments, des appuis techniques qui sont reçus de l'extérieur...

CR : ... avec des dysfonctionnements qui existent en fonction de la disparité des acteurs qui interviennent. Le Nigéria par exemple, a dans la CBLT un poids politique, économique et démographique incomparable avec les autres pays.

GM : Depuis l'origine, le poste de Secrétaire exécutif est toujours assuré par un Nigérien alors que les statuts de la CBLT prévoient que ce poste devrait être tournant. Durant des décennies, le Nigéria était le seul pays qui avait de l'argent dans la région grâce à ses pétrodollars, donc c'était vraiment le poids lourd de la CBLT. À l'inverse, le Niger était le pays le plus pauvre du monde, le Tchad était en guerre civile, et au Cameroun le lac Tchad était très loin des centres d'intérêt nationaux. Cela a changé ces dernières années car le Tchad et le Niger, avec la rente pétrolière et l'uranium, sont moins pauvres qu'ils ne

l'étaient. Le Tchad essaie d'adopter une posture de puissance régionale sur beaucoup de sujets, notamment militaires, et a voulu se positionner davantage sur les questions touchant au lac Tchad. Le Niger est aussi sur cette ligne-là, à revendiquer une augmentation de sa part dans la CBLT pour avoir plus de poids dans l'institution. Et le Nigeria ne l'a pas accepté. Donc il y a aussi cette rivalité géopolitique au niveau de la CBLT.

EL : Le projet de transfert, qui fait un peu marronnier, est-ce qu'il y a des chances qu'il aboutisse ?

GM : Ce projet de transfert des eaux du bassin du Congo vers le bassin du lac Tchad a une histoire que l'on peut résumer brièvement. Il y a eu plusieurs projets mais l'idée est toujours la même : amener de l'eau du bassin du Congo richement doté, vers le lac Tchad qui lui s'assècherait. Mais les volumes d'eau qu'on imagine transférer et les coûts estimés sont tellement différents qu'en fait il s'agit de projets différents. Le projet *Transaqua* (formulé par le bureau d'études italien Bonifica) a été proposé à la fin des années 1980, notamment à Mobutu, qui à l'époque voulait jouer un rôle régional en Afrique centrale. Après différentes péripéties, au début des années 2000, le projet est revenu sur la table et la CBLT a confié à un autre bureau d'études, Cima, la réalisation d'une étude de faisabilité. Dans le projet *Transaqua* on avait imaginé transférer 100 km³/an, puis ensuite 40 km³, ce qui reste considérable : le lac Tchad actuellement est majoritairement alimenté le Chari Logone à hauteur de 18-20 km³/an. Même dans les périodes humides des années 1950-60, les apports n'excédaient par 32-34 km³ annuels. Le projet de transfert proposait donc une zone inondée de très grande taille, dont les écoulements partiraient vers le nord, vers le désert, à travers la dépression du Bahr el ghazal.¹ Dans les années 2010, au moment où on faisait notre expertise collégiale, le bureau d'étude canadien Cima a proposé une étude de faisabilité sur deux barrages en Centrafrique avec l'idée de transférer 3,5 km³/an à partir de chacun de ces barrages ; on est donc dans un scénario modeste. Or il avait deux inconvénients : il était coûteux (7 à 14 milliards de dollars estimés !) et ces transferts ne permettraient pas de sécuriser le niveau d'eau dans la cuvette nord du lac Tchad dans tous les scénarios climatiques. La CBLT a donc lancé en 2015-17 une nouvelle étude qui a été confiée à un bureau d'études chinois pour transférer 50 km³/an, mais aucune publication n'a été faite de leur part, ils ont travaillé en toute confidentialité. Alors, est-ce que ce transfert se fera ? Personne n'est capable de le dire. En tout cas, c'est un projet qui ne semble pas très raisonnable car il aurait un coût très élevé, des impacts et des coûts écologiques et humains qui seraient considérables par rapport aux bénéfices économiques (très flous et incertains). Le rapport coût-bénéfice est loin d'être assuré, d'autant plus que

1. Dépression jadis inondée, qui connectait dans les périodes plus humides le lac Tchad à un autre paléo-lac.

les promoteurs du projet de transfert ne disent jamais à quoi servirait l'eau : hydroélectricité, grandes cultures irriguées de blé ou de riz ?

EL : On a une idée de la rétribution pour les pays qui donnent leur eau ?

GM : Ça fait partie du problème, aussi bien en République Démocratique du Congo (RDC) qu'en République centrafricaine (RCA), l'idée de donner gratuitement de l'eau aux pays du Sahel n'est pas très populaire. D'une part parce qu'en RDC il y a l'idée très sensible pour la population que les ressources naturelles nationales sont pillées depuis toujours par des acteurs extérieurs et que c'est la cause du marasme économique du pays ; d'autre part, en RCA, il y a cette idée qu'une bonne partie du chaos géopolitique dans le pays est causée par le Tchad.² Donc l'idée qu'on va donner de l'eau pour faire plaisir au Tchad n'y est pas très populaire.

Maintenant, au-delà des opinions publiques, il y a aussi la stratégie des chefs d'États de ces pays peu démocratiques. Pour eux, montrer un grand projet symbole de modernité et récupérer des fonds sur ou sous la table, peut avoir un intérêt. On ne peut donc pas dire que le transfert n'aura pas lieu, mais il y aura des obstacles multiples. Techniques pour commencer : un transfert important remettrait en cause le fonctionnement du lac, il faudrait déplacer des populations qui sont très nombreuses. Là ce serait des centaines de milliers de gens...

CR : ... dans des endroits où les conditions environnementales de production agricole ne sont pas réunies. Il faudra donc les déplacer, les occuper, les nourrir. Ça, ça pose un problème et on commence à sensibiliser les politiques à ce propos.

EL : Ils n'en avaient pas conscience les politiques ?

CR : Pour l'instant, pour eux, le lac s'assèche donc c'est une crise environnementale. Remettre de l'eau dans le lac ça veut dire que l'on résout la crise environnementale. Mais on occulte complètement tous ces systèmes endogènes d'agriculture très sophistiquée qui font vivre 2 millions d'habitants, plus si on prend en compte les migrants saisonniers qui viennent travailler pendant le laps de temps de la décrue et qui retournent chez eux après, et donc qui permettent de faire vivre des régions entières grâce à ces mobilités locales. Ça n'est pas du tout pris en compte, c'est complètement occulté, car on garde toujours le chiffre de la population de l'ensemble du bassin, et là on n'est plus sur les mêmes échelles, ni sur les mêmes lieux. Il y a autre chose qu'on n'arrive pas à évaluer – et c'est ce qui fait que la dernière expertise a du mal à

2. Nous renvoyons les lecteurs et lectrices au n° 272 des *Cahiers d'Outre-Mer* pour aller plus loin.

être diffusée – ce sont les impacts environnementaux, à la fois à l'échelle du bassin et du lac Tchad lui-même.

GM : Les impacts d'un éventuel transfert sont d'autant plus difficiles à évaluer que les scénarios de transfert sont imprécis : on ne sait pas quelle quantité d'eau sera détournée et selon quelles modalités il serait réalisé. Le système fonctionne sur la crue et la décrue, or si on veut faire de l'hydroélectricité pour alimenter les barrages, il faut de l'eau de manière régulière toute l'année, ce qui supprime la crue. Donc en fonction de tous ces paramètres, nombreux et pour l'instant très flous, il est très difficile d'imaginer les impacts. Et surtout, on ne dit pas pourquoi on veut transférer de l'eau, quelle serait la finalité économique et socio-économique de ces transferts. Comment va-t-on rentabiliser les emprunts ? Ce n'est nulle part précisé.

EL : Et Boko Haram dans cette histoire de transfert ?

GM : D'une certaine manière, la crise Boko Haram a fait en sorte que ce projet de transfert interbassins passe au second plan : on a parlé de géopolitique et moins d'hydrologie. Cependant, on a beaucoup entendu aussi que l'une des causes de Boko Haram c'est l'assèchement du lac Tchad : « *la crise écologique est à l'origine de la crise géopolitique ; c'est parce que les gens étaient pauvres qu'ils sont devenus Boko Haram* ». Certains disent aussi que le transfert des eaux va résoudre la crise liée à Boko Haram (en rétablissant la prospérité, en « *noyant Boko Haram dans le lac* » (*sic* !)). Là où il y a une continuité, c'est que le discours de crise permet de susciter une rente qui est captée par les gouvernements. On recherchait une rente du changement climatique en annonçant la disparition du lac Tchad, et là on a une rente de la crise politico-humanitaire. Elle se manifeste différemment, c'est de l'aide humanitaire très importante, déversée en particulier sur les populations déplacées et réfugiées, qui est très largement détournée, surtout au Nigéria. On peut imaginer qu'un grand nombre de gens qui tirent profit de ce système, militaires et civils, n'ont pas tous intérêt à une résolution rapide de la crise. La situation actuelle leur convient : Boko Haram n'occupe pas des territoires entiers comme il y a quelques années, c'est un groupe dispersé avec une capacité réduite, mais qui fait un attentat de temps en temps, ce qui permet d'entretenir la crise humanitaire et la rente qu'elle fournit.

EL : C'est une crise stable ?

GM : C'est une crise stable qui permet à une économie de crise stable de fonctionner. On est en plein dans une économie de rente de crise.

CR : Et même si on passe à une phase de développement, il y a des annonces de gros investissements pour développer la région et lutter contre le terrorisme. Ça peut faire perdurer cette économie de rente.

EL : En quoi la fermeture des frontières dans le contexte de la crise Boko Haram, et donc la baisse de la mobilité, a-t-elle modifié le fonctionnement territorial autour du lac Tchad ?

GM : Ce qu'on a montré dans un certain nombre de papiers récents (notamment Magrin et Pérouse de Montclos, 2018 ; Magrin et Raimond, 2018), c'est que la région du lac Tchad fonctionne comme un système, avec des interdépendances fortes entre les espaces les plus productifs, dont le lac Tchad est l'un des cœurs, et puis des périphéries. Cette interaction se manifeste à la fois par de la mobilité de main-d'œuvre, du bétail (transhumance) et des circuits commerciaux de produits agricoles (céréales, poisson, viande, légumes, etc.). Donc quand on ferme les frontières et entrave les déplacements, on entrave cette complémentarité qui permettait à des zones plutôt déshéritées, pauvres, d'avoir suffisamment de ressources pour vivre, en allant à certains moments travailler au lac Tchad ou en recevant les produits du lac Tchad. On a coupé ces solidarités. Ça a eu un effet aggravateur sur la crise humanitaire, même dans des régions sans attaques de Boko Haram, car certaines populations ne pouvaient plus vivre comme auparavant.

CR : Il n'y a pas que la fermeture des frontières. L'état d'urgence a imposé l'évacuation de certaines zones humides. Donc toute la cuvette nord nigérienne du lac Tchad et une bonne partie de la vallée de la Komadougou Yobé (Niger et Nigéria) ont été évacuées. Une grande partie des aires camerounaises ont été désertées, au Tchad la pêche a été interdite. En effet, une partie de Boko Haram s'était réfugiée dans le lac Tchad car c'est un grand marécage à la fois difficile d'accès et très productif. Donc en termes de razzias et d'auto-alimentation c'est une situation assez confortable. Pour évacuer Boko Haram, les états d'urgence qui ont été décrétés ont limité en premier la circulation et la pratique de la pêche, l'élevage a été aussi beaucoup entravé. Les populations avaient déjà commencé à partir, contraintes par l'insécurité due aux groupes terroristes, mais il y a aussi eu des mesures d'urgence prises par les gouvernements qui ont forcé les gens à partir.

EL : Comment se passent les relations entre la population riveraine du lac Tchad et Boko Haram ?

CR : Ce qu'il faut bien savoir, c'est que localement, Boko Haram est un vocable qui n'est pas utilisé. Et savoir si on est dans, pro, à côté, complètement dedans, c'est très difficile en fait. Rien n'est noir ou blanc. C'est une partie où il y a des relations, même commerciales, qui peuvent se faire entre les groupes

terroristes et les autres. Il y a toute une économie qui se met en place et qui peut être fructueuse pour les différentes parties. Il ne faut pas imaginer deux armées qui s'affrontent ; c'est vraiment une situation très floue et ambiguë. Dans une même famille, il y a des jeunes qui ont pu partir, qui ont essayé de revenir, avec des solidarités, même trans-générationnelles, qui ont été cassées... c'est ça qui a beaucoup déstructuré le système en interne aujourd'hui. On ne sait pas très bien comment ça va évoluer, mais on est à peu près sûrs que ça ne va plus fonctionner comme avant.

EL : Vous parlez d'un système régional construit sur le temps long ; c'est la première fois qu'il y a une crise aussi importante ? Vous n'envisagez donc pas une résilience des populations et du territoire.

CR : Il y a eu un colloque du réseau Méga-Tchad sur les insécurités dans le bassin-versant du lac Tchad (Nice, juin 2017). Les actes vont sortir dans peu de temps ; ils montrent que c'est une région qui a toujours connu les guerres, l'insécurité, c'est presque structurel sur le temps long. Les phénomènes des coupeurs de route et des razzias par exemple, sont très anciens. Il y a toujours eu des peuples plus puissants qui ont été se servir sur d'autres.

GM : Ce qu'il y avait de plus spécifique ici, c'est la dimension très régionale, c'est-à-dire que Boko Haram a été majoritairement une crise nigériane, mais qui a quand même déteint localement mais fortement sur le Niger, le Cameroun et le Tchad. C'était relativement original et très rapide.

CR : En fait il y avait déjà de l'insécurité depuis 15-20 ans, par exemple avec les coupeurs de routes au Cameroun, il y avait donc déjà des groupes plus ou moins contrôlés, maîtrisés. De fait, lors d'un événement, toute la question était de savoir s'il s'agissait de coupeurs de route ou de Boko Haram. C'est une situation qui a basculé avec des groupes qui se sont ralliés officiellement ou non à une cause soi-disant religieuse.

GM : Si le phénomène des coupeurs de routes existait depuis longtemps, il n'avait pas perturbé le système régional de manière aussi profonde. Les coupeurs de routes, le système vivait avec, c'était des prélèvements plus ou moins parasites sur le marché, mais ça restait à la marge, les activités continuaient. Là, il y a eu un arrêt de la production agricole, de la pêche, etc., dans certaines zones pendant un temps assez long.

EL : C'est toujours le cas ?

CR : La pêche a repris, les activités autour de la Komadougou Yobé commencent à reprendre, il y a des gens qui retournent dans le lac.

GM : Il est même probable qu'il y ait eu des pêches miraculeuses après une année ou deux de mise en défense militarisée ! Il faudrait donc voir au cas par cas. Il y a eu un retour aux activités dans certaines zones mais pas partout et on n'a pas un *mapping* précis de la situation.

EL : Merci !

Si les lecteurs et lectrices veulent aller plus loin, trois chapitres (16-17-18) concernent le lac Tchad dans l'ouvrage recensé dans le COM a lu de ce numéro : Magrin et Lemoalle ; Rangé ; Laborde, Mahamat et Moritz *in* Raimond *et al.* (dir.), 2019.

Bibliographie

Bouquet C., 1990 – *Insulaires et riverains du lac Tchad une étude géographique*. Paris, l'Harmattan. vol. 1 et 2. 412 et 464 p.

CBLT, 2015 – *Plan de développement et d'adaptation au changement climatique du lac Tchad*, Banque mondiale, CBLT, étude présentée à la COP 21 le 2 décembre 2015. Rédacteurs principaux : G. Magrin et J. Lemoalle, 80 p. (version anglaise : *Lake Chad Development and Climate Resilience Action Plan*).

Lemoalle J., Magrin G. (dir.), 2014 – *Le développement du lac Tchad : situation actuelle et futurs possibles*, CBLT, N'Djaména, Marseille, Expertise collégiale IRD, AFD-FFEM, Rapport de synthèse, 67 p. + traduction anglaise et Contributions intégrales des experts (CD, 20 chapitres, 620 p.)

Magrin G., 2007 – *Le lac Tchad n'est pas la mer d'Aral*. Mouvements du 7 novembre. <http://mouvements.info/le-lac-tchad-nest-pas-la-mer-daral/>

Magrin G., Pourtier R., Lemoalle J., 2015 – *Atlas du lac Tchad*. Paris, Passages, République du Tchad et IRD, 225 p.

Magrin G., 2016 – « The disappearance of Lake Chad: history of a myth ». *Journal of Political Ecology*, vol. 23, n° 1, pp. 204-222.

Magrin G., Pérouse de Montclos M.-A. (dir.), 2018 – *Crise et développement. La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Paris, AFD, 291 p.

Magrin G., Raimond C., 2018 – « La région du lac Tchad face à la crise Boko Haram : interdépendances et vulnérabilités d'une charnière sahélienne ». *Bulletin de l'association des géographes français* n° 2, pp. 203-221.

Raimond C., Sylvestre F., Zakinet D. & Moussa A. (dir.), 2019 – *Le Tchad des lacs. Les zones humides sahéliennes au défi du changement global*. Marseille, IRD Éditions, coll. « Synthèses », 365 p.